

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR
LES IMPÔTS INDIRECTS
CHEZ LES ROMAINS
JUSQU'AUX INVASIONS DES BARBARES.

À
PARIS.

ERNEST THORIN, ÉDITEUR,

LIBRAIRE DU COLLÈGE DE FRANCE, DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE,
DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME,

RUE DE MÉDICIS, 7.
—

DU MÊME AUTEUR :

De municipalibus et provincialibus militiis in imperio romano.

— 1880. In-8°. (Thorin, éditeur.)..... 3^r 50^c

2160

А

№ 56
2

ÉTUDE HISTORIQUE

SUR

LES IMPÔTS INDIRECTS

CHEZ LES ROMAINS

JUSQU'AUX INVASIONS DES BARBARES,

D'APRÈS LES DOCUMENTS LITTÉRAIRES
ET ÉPIGRAPHIQUES,

PAR

M. R. CAGNAT,

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, DOCTEUR ÈS LETTRES.

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXII.

А

INTRODUCTION.

DES IMPÔTS INDIRECTS CHEZ LES ROMAINS.

Les Romains n'ont jamais distingué par un nom particulier ce que nous appelons aujourd'hui *impôts indirects*.

Ils ne reconnaissaient que deux sortes d'impôts : les *tributa* et les *vectigalia*.

Par *tributa* ils désignaient des impôts que nous classons maintenant parmi les taxes directes : contributions foncière et personnelle; par *vectigalia* ils entendaient les autres revenus de l'État, sans distinction, aussi bien les taxes indirectes que les revenus du domaine public¹. Ce mot avait encore une plus grande extension : il s'appliquait à certaines redevances qui n'étaient que la rétribution de services rendus aux particuliers par l'État ou les villes; par exemple, le prix que l'on payait pour avoir le droit d'amener dans sa maison l'eau des aqueducs était regardé comme un *vectigal*. On se servait même de ce terme pour désigner des impôts qui sont assimilés chez nous aux contributions directes; c'est ainsi que la redevance payée par les possesseurs des mines sur les produits qu'ils en retiraient est comprise chez les Romains parmi les *vectigalia*.

¹ Parmi les preuves innombrables que l'on pourrait apporter de cette confusion, je ne citerai que ces deux phrases de Cicéron : *a. De imp. Pomp.* vi, 15 : «Ita, neque ex portu, neque ex decumis, ne-

que ex scriptura vectigal conservari potest.» — *b. Ad Au.* II, xvi, 1 : «Portoriis Italiae sublatis, agro Campano diviso, quod vectigal superest domesticum, praeter vicessimam?»

Il faut donc, pour distinguer les impôts indirects des autres *vectigalia*, emprunter le secours d'idées toutes modernes. On distingue de nos jours deux sortes d'impôts : l'impôt direct et l'impôt indirect.

L'impôt direct est celui qui est perçu d'après des rôles dressés à l'avance, et qui est réclamé directement à la personne du débiteur que l'État s'est donné.

L'impôt indirect, au contraire, est celui qui n'est pas demandé directement à la personne, mais à la chose; qui est perçu à l'occasion d'un fait, sans s'embarrasser de savoir de qui ce fait provient¹. Nous n'avons pas à discuter ici la valeur absolue de cette distinction, qui a fait et fait encore l'objet de plus d'une controverse; qu'il nous suffise de remarquer que le mode de perception est la base de la distinction établie entre les contributions directes et les contributions indirectes. Peut-on dresser à l'avance des rôles où l'on marquera le nom du contribuable et la somme dont il sera redevable : il y a impôt direct; sinon, impôt indirect. Si, d'après cette définition, on cherche à distinguer parmi les *vectigalia* quels sont ceux qui méritent le nom d'impôts indirects, on en trouvera quatre principaux : les *portoria* (douanes et péages), la *vicesima hereditatium* (impôt sur les successions et les legs testamentaires), la *vicesima libertatis* (impôt sur les affranchissements) et la *centesima* ou *ducentesima rerum venalium* (impôt sur les ventes à l'encan). On peut encore ajouter à cette liste d'autres taxes moins importantes, mais qui ont bien le caractère de taxes indirectes : l'impôt sur la vente des esclaves, certains octrois, surtout celui de la ville de Rome, l'impôt sur le sel, dont la vente fut quelque temps réservée à l'État², et la *quadragesima litium*, ou impôt sur les

¹ Cf. Baudrillart, *Manuel d'économie politique*, in-12, p. 489 et suiv.

² Nous disons *quelque temps*, contrai-

rement à l'opinion généralement reçue qui fait de la vente du sel un monopole que l'État se serait réservé à partir de 246 =